http://pierrealainmillet.fr/Bousculer-Parcoursup-pour-une-orientation-qui-offre-un

Bousculer Parcoursup : pour une orientation qui offre un avenir dans une autre société

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 31 octobre 2026

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Après des multitudes d'échanges avec des lycéens devant des lycées ou dans les manifestations, il me semble nécessaire de mettre au premier plan le débat de fonds. Quel avenir pour notre jeunesse ? autre que la guerre, autre que le déclin d'un pays qui ne sait plus rien développer d'autres que les surprofits de quelques uns, qui, contrairement à la légende macroniste, ne ruissellent jamais.

Le cœur des revendications porte à la fois sur les moyens de l'éducation et sur le refus de la plateforme Parcours Sup, symbole du sentiment d'avenir bouché qui est imposé à des milliers de lycéens. Des revendications qui font écho à un rapport resté sans suite de â€¦ 1947, le célèbre rapport Langevin-Wallon, deux intellectuels communistes qui proposait de faire de l'éducation le cœur de la reconstruction de la France.

Alors, oui, il faut bousculer Parcours Sup, et pas que la plateforme technique, mais surtout ce qu'elle représente, le refus de construire un avenir à notre jeunesse, parce-qu'on refuse un avenir « des jours heureux » à notre pays !

1. Un mouvement lycéen qui porte l'espoir d'une autre société

Depuis septembre, des centaines de milliers de lycéens ont rempli les rues de France. On a beaucoup commenté les violences en marge des cortèges, les instrumentalisation politiciennes, oubliant le plus souvent l'essentiel : ce mouvement exprime le refus par la jeunesse d'une société sans perspective pour chacun et pour tous, et bouscule l'agenda prédéfini d'une campagne présidentielle enfermé dans les seuls enjeux des candidats et des forces politiques. Pour la première fois, le troisième tour social qui traditionnellement s'engage à l'automne suivant l'élection présidentielle, la précède cette fois, imposant la jeunesse et l'éducation dans le débat public.

Quand un jeune de terminale dit *« on vit dans un système scolaire qui nous met constamment sous la pression, sous le stress : Parcoursup, c'est là juste pour nous enterrer »*, il ne se plaint pas d'un logiciel. Il décrit un monde dans lequel chaque évaluation de contrôle continu pèse sur son avenir, où les listes d'attente s'étirent tout l'été, où 39 000 néo-bacheliers se retrouvent sans proposition au terme de la procédure, où le tiers de ses aînés diplômés de master en gestion, en arts, en lettres, sont au chômage trois ans après leur sortie. La colère lycéenne n'est pas un caprice de génération : elle répond à un diagnostic que les rapports officiels confirment année après année â€" Parcoursup *« participe de la persistance des inégalités socioculturelles »*. Malgré les récupérations et les dérives, ce mouvement porte un espoir : celui d'une jeunesse qui impose une réelle transformation sociale.

2. Parcoursup, mur bouchant l'horizon â€" et des défis anciens jamais tranchés

Le refus de Parcoursup ne s'explique pas seulement par l'opacité des algorithmes locaux ou la longueur des listes d'attente. Il s'explique parce que la plateforme est devenue le mur sur lequel viennent buter, chaque année, les projets de dizaines de milliers de jeunes. Un mur d'argent : coaching payant, première année à l'étranger pour les plus riches, déménagement vers les bons secteurs, écoles privées pour les recalés qui le peuvent. Un mur de

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

géographie : une licence de psychologie refuse plus de quatre candidats sur cinq à Paris, en accueille deux sur trois ailleurs. Un mur de connaissances et de réseau, comme le disait en 2018 le sénateur communiste Pierre Ouzoulias : *« ce qui va peser demain dans le dossier des candidats, c'est le lieu où vous habitez, le lycée où vous avez fait votre parcours, vos activités sportives et artistiques et les réseaux de papa et maman »*.

Supprimer ce mur ne supprime pas la sélection : elle existait quand l'accès à l'université était libre, sous toutes les formes possibles â€" le concours, parfois le tirage au sort, les « boites à colles » de médecine, le dossier, le loyer des grandes villes, et la nécessité de travailler pour la plupart qui transforme depuis toujours des milliers d'étudiants en « étudiants-travailleurs ».

Mais on ne peut remplacer une sélection injuste sans une vraie démarche d'orientation pour tous, capable de construire un cheminement de réussite du lycée jusqu'à l'insertion professionnelle.

Ces deux évidences, le débat public les oublie trop souvent. Thomas Piketty l'a montré dès 2018 : le problème, c'est le sous-investissement. Le budget par étudiant a baissé de 10 % en dix ans alors que le flux de bacheliers doublait en une génération ! Les jeunes faisait tout pour tenter d'utiliser le système, chaque candidat formulant plus de 14 vœux. Mais le déséquilibre démographique et budgétaire ne peut trouver de solutions algorithmiques dans un système où il y a beaucoup plus de candidatures que de places disponibles ; les 15 000 places annoncées par le gouvernement sont dérisoires face aux 250 000 réclamées par la jeunesse.

Ce débat n'est pas nouveau. Le plan Langevin-Wallon, issu du programme du Conseil national de la Résistance, posait dès 1947 les bases d'une réponse : scolarité gratuite, laïque et obligatoire jusqu'à 18 ans, aucun concours avant la fin de cette scolarité, un cycle entier dédié à l'orientation, un enseignement supérieur ouvert par deux années communes, et l'étudiant reconnu *« comme un travailleur qu'il est en réalité et qu'on lui alloue un salaire en rapport avec les services qu'il rend et qu'il est appelé à rendre à la collectivité »*. À l'époque, l'enseignement supérieur ne concernait que quelques pour cent d'une génération ; le pays sortait des ruines â€" et le plan proposait d'élargir, non de trier. Il ne fut jamais appliqué.

Vingt ans plus tard, la France entre en crise et le pouvoir refuse la massification encours de l'université. En 1968, le projet de sélection à l'entrée de la faculté est l'une des étincelles de la crise ; la loi Faure, après le mois de mai, dit refuser la sélection au profit de l'« orientation », mais laisse les dispositifs d'orientation lettre morte. Les historiens parlent d'une *« double cécité, amont et aval, envers l'impréparation des étudiants à choisir leurs études, et envers les débouchés auxquels leurs études peuvent les conduire »*.

Quatre-vingts ans après l'abandon du rapport Langevin, cinquante-huit ans après Faure, huit ans après la création de Parcoursup, l'angle mort est le même : nous débattons des formes de la sélection, pas du projet pour la place de la jeunesse, de l'éducation, pour construire la France de demain.

3. Les aspirations des jeunes : une chance, pas un problème

Beaucoup de commentateurs opposent les choix d'études des jeunes et les besoins de la société, polémiquant sur l'intérêt pour les études de psycho, mais masquant le plus gros déséquilibre, celui entre les 140 000 bacheliers technologiques et les 50 000 places en IUT où ils sont aussi en concurrence avec des bacheliers général. Mais dans une société développée, le désir d'apprendre n'est pas un problème, c'est une chance ! Les travaux de la Dares et de France Stratégie le confirment : d'ici 2030, les diplômés du supérieur occuperont près d'un emploi sur deux ; 760 000 postes seront à pourvoir chaque année. L'accélération technologique â€" numérique, intelligence artificielle,

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

robotisation, transition écologique â€” élève partout le niveau requis, et pas seulement en technicités : les métiers qui recruteront le plus sont autant ceux des sciences de l'homme et de la société que des sciences de l'ingénieur.

L'opposition entre « formation pour un métier » et « formation générale » est dépassée. Les métiers évoluent sans cesse : un jeune entrant aujourd'hui dans la vie active changera plusieurs fois de poste, souvent de métier. Ce dont la société a besoin, ce n'est plus d'un diplôme figé mais de capacités d'adaptation, d'apprentissage tout au long de la vie, de travail et d'évolution collectifs. L'apprentissage et les parcours combinant théorie et pratique ne sont pas des voies de garage : ils sont l'avenir de la formation générale elle-même.

Le blocage est ailleurs : dans une carte des formations figée, des filières générales débouchant sur les plus forts taux de chômage des diplômés, et des besoins massifs de la société sans filières scolaires à la hauteur.

4. L'alternative : une orientation tout au long de la scolarité, transparente et démocratique

L'alternative à un couperet post-bac injuste et anxiogène n'est pas la suppression de toute organisation des filières, ne peut être le « libre marché de l'éducation ». La liberté n'est que la loi de la jungle sans l'égalité et la fraternité, sans l'espace public, politique, où peut se décider des priorités, des choix collectifs dans lequel chacun peut trouver sa voie. L'alternative à ParcoursSup, c'est d'abord une démarche d'orientation qui commence bien avant la terminale et continue bien après, à l'opposé d'une réforme des lycées qui a complexifié l'organisation et rendu illisible l'orientation. Il faut réinventer un service public de l'orientation comme le réclament les organisations étudiantes et lycéennes :

- **Une orientation tout au long de la scolarité :** le cycle d'orientation que Langevin-Wallon plaçait au cœur du système, avec une vraie information sur les formations, les métiers et leurs évolutions, dès le collège.
- **Des filières et des passerelles multipliées** : pouvoir se réorienter sans pénalité, faire dialoguer lycées généraux, technologiques et professionnels, universités, IUT, BTS et apprentissage. L'échec massif en licence (à peine 42 % de diplômés trois-quatre ans après l'entrée) n'est pas une fatalité : c'est le coût d'un système qui affecte sans orienter.
- **De la transparence et de la démocratie :** critères publics des formations, algorithmes audibles, suppression du lycée d'origine des dossiers, hiérarchie des vœux respectée, et surtout un débat démocratique sur la carte des formations â€” c'est-à-dire sur les besoins de la société. *« la nécessité d'une transparence n'est pas seulement légale, elle est aussi morale, afin que l'on puisse débattre démocratiquement de ces critères »*, résumait dès 2018 Hugo Colin, président de l'association Droits des lycéens. Le groupe communiste du Sénat a porté la même exigence jusqu'à la commission de la culture, qui a conclu en 2019 à la nécessité de publier les algorithmes locaux pour *« défendre les droits des lycéens et de leurs familles contre l'arbitraire d'une procédure d'exception qui organise le tri social »*. La transparence n'est donc pas une exigence technique de plus : c'est la condition d'un choix politique assumé, débattu publiquement, sur la carte des formations et sur les besoins de la société.
- **L'articulation avec les besoins du pays** : les demandes des lycéens, les capacités existantes et les besoins d'emploi ne correspondent pas. Mais une politique d'orientation digne de ce nom les rapprochent par l'information, la valorisation des métiers et la création de places là où la société en a besoin â€” pas par le simple refus, vécu comme arbitraire.

5. Quel pays voulons-nous ? L'investissement dans la jeunesse comme choix de développement

Le budget de l'éducation n'est pas une dépense de fonctionnement : c'est une stratégie de développement. En 1945, le rapport Langevin proposait d'affecter 25 % du budget de la France à l'éducation. Nous en sommes à moins de 15 %. Derrière ce chiffre abrupt, il y a un choix entre deux France.

- La première continue de se désindustrialiser, de perdre sa souveraineté technologique, de creuser ses fractures territoriales et sociales. Cette France-là n'a pas besoin d'un haut niveau d'éducation ; elle a besoin d'un tri efficace et d'une jeunesse docile, formée à la marge pour occuper des emplois dont personne ne connaît la pérennité. C'est ce que produit Parcoursup tel qu'il fonctionne, ce que propose encore fin octobre le gouvernement : 15 000 places quand il en faudrait dix fois plus, un budget par étudiant en baisse, des universités fermant des formations faute de moyens, et un mur dressé entre les aspirations des jeunes et les capacités d'accueil du pays.
- L'autre France fait le pari « des jours heureux ». Elle se réindustrialise, investit dans l'énergie, la réponse aux besoins de mobilité décarboné, de logement adapté au changement climatique, les services publics partout pour soigner une société fracturée, réparer les souffrances collectives et individuelles. Elle reprend la main sur ses technologies, et surmonte ses divisions. Cette France-là a besoin d'une jeunesse capable de penser, de s'organiser, ouverte au monde, aux technologies et aux cultures. Elle a besoin de centaines de milliers de jeunes formés au soin et à l'éducation autant qu'à l'informatique et à l'ingénierie, de techniciens autant que de chercheurs, de citoyens éclairés autant que de spécialistes. La trajectoire est connue : les métiers les plus porteurs à l'horizon 2030 sont précisément ceux qui exigent une élévation générale des qualifications.

Des dizaines de milliers de places dans l'enseignement supérieur ne sont ni une charge aggravant la dette ni un supplément d'âme social : Elles sont une exigence, un investissement reflétant les ambitions de développement du pays, comme les années 1990 avaient su construire des millions de mètres carrés d'universités pour accompagner la massification. Le plan Langevin-Wallon partait d'un pays en ruines et proposait d'ouvrir l'enseignement supérieur à ceux qu'il n'avait jamais concernés. Nous partons d'un pays riche dont 80 % d'une génération est bachelier â€" et nous discutons encore de la taille du filtre à l'entrée de l'université. C'est l'inversion complète des priorités.

Le mouvement lycéen a fait bouger un débat que la macronie croyait avoir effacé dans ce « nouveau monde du en même temps ». Écoutons ce qu'il dit vraiment : *« donnez-nous un avenir »*. La réponse ne tiendra pas dans une plateforme, quelle qu'elle soit. Elle tiendra dans une politique de l'orientation et un plan d'investissement à la hauteur de la jeunesse â€" c'est-à-dire à la hauteur du pays que nous voulons. Ce n'est pas possible sans remettre en cause radicalement ce capitalisme débridé qui a vu doubler les grands fortunes pendant que le pays s'appauvrissait toujours plus. C'est ce que proposent les communistes, une autre société, un socialisme pour la France !

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet